

Plusieurs Isérois nous expliquent aujourd'hui pourquoi ils partiront manifester le dimanche 13 janvier à Paris contre le mariage pour tous, à l'occasion de la "Manif pour tous".

Pour répondre à l'interview, Elisabeth Zitoun a enfilé son sweat de la "Manif pour tous". Celui qu'elle a acheté lors d'un récent rassemblement autour de la leader du mouvement Frigide Barjot. Celui qu'elle portera pour marcher ce dimanche 13 janvier, de la place d'Italie jusqu'au Champ-de-Mars.

« Ce sera le seul signe distinctif que nous porterons, car cette manifestation est non confessionnelle et apolitique », dit cette Grenobloise pourtant encartée au Parti démocrate chrétien (le parti de Christine Boutin) et qui fut même la suppléante de l'actuel président de l'UMP 38 lors des dernières législatives. « Il y a aussi des gens de gauche opposés au mariage homosexuel, regardez la maire de Chambéry ! Et n'est-ce pas l'ancienne ministre socialiste Elisabeth Guigou qui disait, en 2008, que "le mariage est l'articulation et l'institutionnalisation de la différence des sexes" ? »

« On va faire une loi et bouleverser la structure de toute la société pour une minorité de personnes »

Cette mère de trois grands enfants et grand-mère de trois petits-enfants se déclare très attachée à la famille traditionnelle. « Une maman, un papa et les enfants », comme les silhouettes de son sweat. « La société ne peut se renouveler que de cette façon-là. Et les homosexuels – que je respecte profondément – sont nés comme ça, eux aussi ! »

Celle qui avait manifesté à l'époque contre le Pacs – « mais j'ai évolué, depuis » – aurait préféré que le gouvernement opte pour un élargissement de ce contrat, « plutôt

que de nous imposer, sans consultation ni information, cette loi sur le mariage pour tous ».

Elle rajoute : « D'ailleurs, quelle hypocrisie ce terme "mariage pour tous" ! On va faire une loi et bouleverser la structure de toute la société pour une minorité de personnes. »

Euh... De toute la société, vraiment ?

« Oui, bien sûr. Que vont devenir les notions de filiation et de transmission intergénérationnelles, qui ont construit toutes nos sociétés ? Et va-t-on vraiment accepter ce qui découlera naturellement de cette loi : la gestation pour autrui ? Peut-on accepter la marchandisation du corps, quand on sait que les personnes à qui l'on demandera de porter les enfants seront les plus modestes, les plus fragilisées... »

Et Elisabeth Zitoun avoue avoir une autre crainte. Qui semble partagée par un grand nombre d'opposants au mariage pour tous, si l'on en croit les forums sociaux et blogs sur Internet qui ciblent abondamment l'Inter-LGBT (associations lesbiennes, gais, bisexuels et transsexuels). « Il suffit de lire certains des écrits de ce groupe très puissant... Certains de ses membres veulent mettre sur les rails la théorie des genres, qui ne reconnaît plus la différenciation à la naissance entre les hommes et les femmes... », souffle Mme Zitoun.

Alors, qu'attend-elle de la "Manif pour tous" de dimanche prochain à Paris ?

« Déjà, qu'elle se passe dans le calme, sans débordement, ni d'un côté ni de l'autre. Qu'elle rassemble beaucoup de monde. Ensuite que François Hollande nous entende enfin. Qu'il suspende ce projet de loi et qu'il organise un référendum. »

Év. M.



La Grenobloise Elisabeth Zitoun a enfilé son sweat de la "Manif pour tous", dont les motifs expliquent sa conception de la famille : « Une maman, un papa et les enfants. » Photo DL/Lisa MARCELJA

■ « Au moins 5 000 Isérois iront manifester à Paris ce dimanche »



Richard Olivier est depuis Grenoble le référent isérois du collectif "la Manif pour tous". Photo DL/Christophe AGOSTINIS

Richard Olivier est depuis Grenoble le référent isérois du collectif "la Manif pour tous", qui aura lieu dimanche à Paris. Et il pressent déjà une grande mobilisation dans notre département : « Nous avons déjà affrété 10 cars qui partiront dimanche vers 3 h 30 du matin. Trois partiront de Grenoble, mais il y aura aussi des départs à Vienne, La Tour-du-Pin, La Côte-Saint-André. Après, d'autres Isérois ont déjà prévu de s'y rendre par leurs propres moyens, par le train notamment. L'opposition au projet de loi est croissante. Savez-vous que 69 % des Français sont désormais favorables à l'organisation d'un référendum sur le sujet ? »

Et M. Olivier en est certain « Cette manifestation du 13 janvier sera de grande envergure. On va approcher les chiffres de celle pour l'école libre en 1984. Notre collectif est très organisé, la manifestation sera sécurisée et aucun nouveau politique ne devra être déployé. Nous sommes des citoyens comme les autres. Les gens ont compris maintenant qu'on ne parle pas depuis les clochers d'église, qu'on n'est pas des homophobes. Mais que l'on a des valeurs universelles à défendre. »

Propos recueillis par Év.

POUR EN SAVOIR PLUS
Mail : manifpourtous38@gmail.com

Mercredi 9 janvier 2013

Ces Isérois qui disent non au mariage pour tous

Le débat est ouvert dans nos colonnes

■ Après avoir longuement interviewé le député de l'Isère Erwann Binet (PS), rapporteur du projet de loi, et avant de consacrer également une double page aux partisans isérois du texte, nous donnons aujourd'hui la parole à ces concitoyens, politiques, religieux ou de la société civile, qui disent non au mariage pour tous. Certains seront présents ce soir à Saint-Ismier pour une soirée-débat à l'Agora, d'autres partiront à Paris ce dimanche pour "La manif pour tous". Et tous nous disent avoir le sentiment de ne pas être écoutés et d'être considérés comme "politiquement non-corrects".

Év. M.



Catherine Bolze avec sa fille et sa nièce. Toutes les trois manifesteront dimanche prochain à Paris. Photo DL/Christophe AGOSTINS

Interview de Catherine Bolze, opposante à la loi sur le mariage pour tous, qui organise ce soir un débat à l'Agora de Saint-Ismier.

Catherine Bolze est une politicienne, puis-que'elle est la première adjointe du maire de La Tronche. Mais cette mère de famille et grand-mère (elle a 7 enfants et 16 petits-enfants !) assure s'être engagée dans ce combat comme simple citoyenne. Interview.

► Catherine Bolze, pourquoi s'élever contre le projet socialiste du mariage pour tous ?

« Je tiens à préciser que si je suis contre ce mariage et l'adoption des enfants, c'est

par mon expérience de mère de famille, de médecin et de personne engagée dans la société, que ce soit au niveau associatif ou autre. Même si je pense qu'il faut écouter la vraie demande des conjoints de même sexe, et discuter sur une amélioration du Pacs, je ne veux pas qu'on touche au mariage. Il doit rester une union entre un homme et une femme. »

► Pourquoi ?

« Parce qu'avec cette loi, on remettrait en question le fondement de nos sociétés.

Je ne juge pas les homosexuels et je ne veux en blesser aucun. Mais certaines choses doivent rester dans le domaine de l'intime de la personne. Il n'y a pas besoin d'une nouvelle loi. Le mariage n'est pas seulement la reconnaissance d'un amour, il institutionnalise surtout le projet d'une famille, avec la notion de filiation. Il ne faudrait pas que le législateur fasse évoluer les lois en fonction de pressions ou promesses électorales, sans en mesurer toutes les conséquences. Juste un exemple : au nom de la non-discrimination des uns, on va aussi discriminer les couples composés d'un père et d'une mère, qui n'auront plus le droit de

s'appeler ainsi. »

► Et la question des enfants des couples homosexuels ?

« L'enfant est un don, et n'est pas un droit. Est-ce qu'on s'est vraiment posé la question de l'intérêt de l'enfant ? On ne doit pas tout balayer pour faire gagner une cause. Malheureusement, c'est ce qui se passe aujourd'hui, avec ce projet de loi que le gouvernement veut faire passer très vite, sans ouvrir le débat. »

► Pour vous, il n'y a pas eu de débat ? Et les auditions menées par le député Erwann Binet à l'Assemblée nationale

« Je vais vous dire. Pour un

vrai débat, il aurait fallu faire un référendum. Lors de ces auditions, j'ai été choquée d'entendre le député socialiste Alain Tourret dire que "l'organisation d'un référendum serait l'abandon des droits de la représentation nationale". Moi, je suis médecin, et je passe ma vie à écouter les gens, et je peux vous dire qu'ils ont un bon sens étonnant. Le bon sens populaire. En l'occurrence, ne pas accepter le débat pour une question aussi importante, c'est le signe que l'on a peur de ne pas pouvoir imposer ses idées. Or, on est en démocratie, et on n'a pas le droit de confisquer la parole au peuple. »

Propos recueillis par Évo MOULINIER

« Lors du débat, ce soir à Saint-Ismier, on va entendre le point de vue des religions »



Catherine Bolze : « Je rappelle que tous les courants religieux ont des analyses et des réflexions sur la société. Alors, même si on n'adhère pas, on peut quand même les écouter. » Photo DL/Christophe AGOSTINS

Ce soir à l'Agora de Saint-Ismier, à partir de 20 h 30, Catherine Bolze organise, avec d'autres élus, un débat public, dont les intervenants seront des représentants de différentes religions et Jean-Frédéric Poisson, docteur en philosophie et député des Yvelines (l'entrée est libre, mais une participation est demandée). Elle nous explique sa démarche.

► Pourquoi organiser un tel débat ?

« Pour donner la possibilité à chaque religion de s'exprimer sur le sujet. Ce qui n'a pas été le cas lors des auditions à l'Assemblée, où les représentants des différentes religions n'ont eu que 5 minutes pour donner leur point de vue. Quel manque de considération ! »

► Mais la France est un pays laïc. Est-ce aux religions de donner leur avis ?

« Que la France soit un pays laïc, personne ne va le nier. Mais beaucoup de nos citoyens appartiennent toujours à des communautés religieuses, et ces citoyens votent. Et je rappelle que tous les courants religieux ont des analyses et des réflexions sur la société. Alors, même si on n'adhère pas, on peut quand même les écouter. Avec respect. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. »

► Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

« Les attaques subies ces derniers temps par Monseigneur Vingt-Trois (président des Evêques de France) ont été incroyables. On lui a demandé de se justifier

pour toutes les actions des catholiques à travers les siècles. »

► Qu'attendez-vous de votre soirée-débat ?

« Que le débat se passe bien, qu'il y ait du monde. J'espère aussi que de nombreux élus seront présents pour qu'ils entendent enfin tous les arguments et ne défendent pas un texte de loi sans en comprendre les conséquences. Car je reproche aujourd'hui aux élus de ne pas être assez informés sur le sujet. »

► Et s'il y a des défenseurs du projet de loi ?

« J'espère qu'il y en aura. Mais je veux un débat calme et posé. Il faut qu'il n'y ait aucune attaque, ni d'un côté ni de l'autre. »

Propos recueillis par Évo M.